Burundi : résurgence de la violence armée sur fond de crise politique

La Croix, 3/3/14 Au Burundi, nouvelle attaque contre l'armée burundaise à la cible d'une violente dimanche 2 mars. Selon les auteurs de cette attaque, des anciens des Forces nationales de libération, 7 soldats burundais auraient été tués. D'après un rapport, le même groupe avait revendiqué cinq morts dans une précédente attaque. Une aile dissidente des Forces nationales de libération (FNL), une ex-rébellion Hutu devenue le principal parti d'opposition du Burundi, a revendiqué l'attaque, dimanche 2 mars, d'une position de l'armée burundaise à République démocratique du Congo (RDC).

UN BILAN CONTESTÉ « Nous avons tué sept soldats en une heure de combats », affirme Eraste Dondogori, porte-parole de ces dissidents. « Nous avons malheureusement perdu trois de nos hommes, avant de nous replier sur nos positions dans les marais de la Rukoko », une zone située à la frontière entre le Burundi et la République démocratique du Congo. Si le porte-parole de l'armée burundaise, le colonel Gaspard Baratuzza, a confirmé l'attaque, il reconnaît seulement deux blessés chez les soldats. RETOUR DE LA VIOLENCE Dès le début du mois de février, le même groupe armé avait revendiqué la mort de cinq soldats burundais dans une attaque perpétrée dans la même zone. Son porte-parole a promis lundi de « continuer la lutte jusqu'à chasser » le pouvoir en place à Bujumbura. Un pouvoir qui, depuis la démission du président sortant Pierre Nkurunziza en 2010, est la cible de nombreuses attaques revendiquées par de nouvelles rébellions. Cette situation fait craindre le retour de l'instabilité dans ce pays meurtri par une sanglante guerre civile de 1993 à 2001. CRISE AU SOMMET DE L'ÉTAT Cette résurgence de la violence armée issue des FNL se déroule alors que le parti au pouvoir CNDD-FDD (farouche adversaire des FNL) est dominant hutu et son allié, le parti pour l'Unité pour le progrès national (Uprona) est dominant tutsi, se déchirent à l'approche de l'élection présidentielle de l'année prochaine. À l'origine de ce bras de fer, deux sujets de discorde : la question foncière et la présidentielle 2015. LA QUESTION FONCIÈRE Au cours des dix dernières années, près de 800 000 réfugiés ayant fui la guerre civile en Tanzanie sont rentrés au Burundi. L'accord d'Arusha (qui a mis un terme à la guerre civile) prévoyait l'instauration d'une politique de restitution des propriétés aux réfugiés et déplacés. Mais ces restitutions ont entraîné des contestations innombrables. Ignorant l'opinion de l'Uprona sur ce dossier, le pouvoir allié ne son soutien. LA PRÉSIDENTIELLE 2015 La question foncière est ajoutée à un autre problème qui a précipité le divorce entre le CNDD-FDD et l'Uprona : l'élection présidentielle de 2015. L'Uprona accuse le président Pierre Nkurunziza de vouloir briguer un troisième mandat, alors que la constitution n'en autorise que deux. Pour affaiblir ce parti, le pouvoir est immiscé dans la vie de l'Uprona, en conduisant la justice à écarter son président, Charles Nditije. Dans la foulée, il a convoqué le vice-président Burundi, Bernard Busokova, issu de l'Uprona et proche de Charles Nditije, qui était opposé à cette décision. En l'Uprona est retiré du gouvernement au début du mois de février au risque de briser le fragile équilibre entre Hutu et Tutsi. LAURENT LARCHER